

EXPERTISE Un ancien du renseignement décrypte les subtilités de l'islam de France. Récupérer les «territoires perdus»

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE VILLARD

Spécialiste du renseignement, ancien des services secrets français entre 1972 et 2002, connaisseur de l'islam, auteur et coauteur d'ouvrages consacrés au sujet, Alain Chouet, 68 ans, appartient à cette catégorie d'experts que l'actualité de ce début d'année a fortement sollicitée.

Egalement universitaire et chercheur associé à l'European security intelligence and strategy center de Bruxelles, il explique ici les multiples facteurs et la lente dérive qui ont conduit la société française à ignorer la question du radicalisme islamique.

Les banlieues sont-elles les grandes pourvoyeuses du djihad?

On parle toujours des banlieues ou des quartiers sensibles, de ces endroits où personne ne va et que l'on décrit comme abandonnés par la République aux bandes criminelles. C'est un aspect du problème politique français, mais 90% des jeunes volontaires recrutés pour le djihad en Syrie ou ailleurs ne viennent pas des quartiers à problèmes, mais de villages ou de petites villes.

Pourtant, les frères Kouachi et Amedj Coulibaly étaient bien issus de ces secteurs?

Il faut distinguer le banditisme de l'islamisme. Cela reste deux flux très séparés. Le dealer avec son trafic dans les cités, il prend six mois avec sursis. Tomber pour terrorisme, c'est dix ans de prison. Les dealers n'aiment ni les militants politiques ou religieux, ni les terroristes, car ils nuisent à leur petit commerce.

Mais on le voit avec les frères Kouachi, Coulibaly ou autres, que certains éléments du petit banditisme peuvent glisser vers



La France compte près de cinq millions de musulmans dont la représentation s'opère via le Conseil français du culte musulman. KEYSTONE



ALAIN CHOUET SPÉCIALISTE DU RENSEIGNEMENT ET DE L'ISLAM

« La question du voile est secondaire et ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. »

la violence politique et le terrorisme. Ils restent peu nombreux et ce sont surtout ceux qui ont raté leur «carrière» dans le banditisme.

Alors, qui sont ces «autres» qui épousent ce radicalisme religieux?

Ce sont d'abord des jeunes qui sont en perte de repères familiaux, sociaux, culturels, quel que soit leur niveau scolaire.

Dans des lieux plus petits ou plus isolés, ils cherchent sur internet et là, l'engagement religieux radical leur offre une famille de substitution. Il pallie les encadrements traditionnels défaillants.

Les réseaux sociaux offrent aujourd'hui des perspectives de rencontres qui étaient sinon impossibles, beaucoup moins possibles avant. Alors que, dans les quartiers difficiles, ils trou-

vent toujours un «grand frère» qui va les embrigader dans une organisation de type gang. Ils sont «adoptés» sur place.

Dans ce mouvement diffus, les imams jouent-ils, comme par exemple à Lunel, près de Montpellier, les «sergents recruteurs»?

Oui à Lunel, un imam n'a pas hésité à prêcher le radicalisme pendant des années, sans réaction des autorités ni contre-pouvoir car seuls les plus motivés se rendent à la mosquée.

De plus, quand un imam dispose d'un certain espace d'expression, il fait venir des gens proches de sa mouvance. On voit ainsi se dessiner une prime au plus radical, au plus violent qui décrédibilise les autres religieux plus modérés. Dans les banlieues, on trouve davantage

de diversité dans les prêches.

Il semble que les éléments à risque soient détectés et repérés, non?

La France compte quelque 5 millions de musulmans. Combien tombent dans la violence politique ou le banditisme? Plus ou moins 50 000, soit 1% dont à peu près 5000 sont susceptibles de verser dans le radicalisme islamique, soit un sur mille.

Mais après chaque attentat se pose pourtant la question de la surveillance ou du signalement des individus qui sont passés à l'acte. Est-ce un problème de moyens?

A l'image des Américains, on s'est beaucoup trop reposé sur les «grandes oreilles», les écoutes. Ce renseignement techni-

que reste quantifiable comptablement, tandis qu'en matière de renseignement humain, tout devient plus flou, plus aléatoire, moins «mesurable». Alors que la France dispose en la matière d'un outil remarquable.

Lequel?

Les Renseignements généraux qui demeurent, jusqu'à leur fusion avec le contre-espionnage, le seul service de renseignement politique en Occident.

Quels sont, selon vous, les remèdes à développer pour parvenir à un meilleur connaissance de ces milieux et une meilleure prévention?

La volonté politique d'agir reste déterminante. Il ne faut pas baisser la garde. Il devient impératif que la République récupère les territoires perdus. Territoires géographiques et intellectuels: les quartiers, les zones grises, les écoles, l'hôpital, les prisons.

La question du voile est secondaire et ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt! En revanche, il faut dire qu'ici le médecin de garde peut-être un homme ou femme. Il faut que les filles aillent à la piscine et aux cours de sciences naturelles. Il ne faut pas transiger là-dessus sinon, on aura des problèmes d'exclusion et de violences. ◉

INFO+

Lire: «La sagesse de l'espion», Alain Chouet éditions L'Éclat, 2010, 110 pages. «Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste: fausses pistes et vrais dangers», Jean Guisnel et Alain Chouet, éditions La Découverte, 2013, 324 pages.

Ecouter: Invité du Club 44 à La Chaux-de-Fonds, Alain Chouet donnera une conférence consacrée à la menace islamiste jeudi 5 février à 20h15, voir www.club-44.ch

Voix: <http://alain.chouet.free.fr>

Comment l'islam de France a fini par passer en mains salafistes

Craignez-vous des tensions entre communautés en France?

A la suite des attentats de Paris, on voit globalement apparaître un problème de représentation de l'islam. Pour les Allemands, les musulmans, ce sont les Turcs, pour les Anglais, ce sont les Pakistanais. Pour les Français, ce sont les Maghrébins.

On développe ainsi une vision biaisée du monde musulman. Or, 90% des Français ne savent pas qu'il existe des Arabes chrétiens ou que la majorité des musulmans ne sont pas arabes.

Comment l'expliquez-vous?

D'abord, par le poids de la colonisation. Ensuite, parce que le débat sur la laïcité n'a pas toujours été bien compris. Sans oublier une forme de politiquement correct qui pèse sur la question du respect des religions. Tous ces éléments mis bout à bout font que l'on ne s'est jamais inquiété des dérives de l'islam de France.

Quelles dérives?

Jusque dans les années 1980-1990, l'islam de France a été encadré par les pays d'origine des immigrés: Algérie, Tunisie, Maroc et, à un degré moindre, Sénégal. Les Etats contrôlaient les lieux de cultes, nommaient et salariaient parfois des

imams. Dans cette logique, les Etats n'avaient aucun intérêt à voir la communauté musulmane de France devenir un instrument de subversion contre eux-mêmes. Ce pouvoir s'exerçait peut-être de façon paternelle et débonnaire. Et, peu s'en souvenant, mais c'est l'époque où ces communautés revendiquaient «leur droit à l'indifférence», pour mieux se sentir, pour mieux devenir ici des citoyens comme les autres.

« L'Iran de Khomeiny et l'Arabie saoudite se sont engagées dans une course à la revendication de la légitimité islamique. »

ALAIN CHOUET SPÉCIALISTE DU RENSEIGNEMENT ET DE L'ISLAM

Qu'est-ce qui a changé?

Eh bien, dès le milieu des années 1980, l'Iran de Khomeiny et l'Arabie saoudite se sont engagés dans une course à la revendication de la légitimité islamique. Pour asseoir son leadership religieux, contenir l'influence iraniennne et s'assurer le contrôle de l'islam mondial à travers différentes institutions comme Islamism for life, le Conseil mondial des mosquées ou l'Association mondiale de la jeunesse musulmane, l'Arabie saoudite a financé son action à coup de pétrodollars en appuyant sur les ressources humaines de l'association des Frères musulmans.

Cette politique a fini par se conjuguer avec diverses formes de crises dans les pays musulmans. En Algérie, en Syrie et en Libye cela s'est traduit en guerre civile et terrorisme. La Tunisie et d'autres manquent de moyens pour faire prévaloir les aspirations démocratiques face à l'islamisme.

En France, les Frères en ont profité pour piloter l'islam du pays à travers l'Union des organisations islamiques de France. Cela s'est traduit par une reprise en mains de l'encadrement au bénéfice des Saoudiens pour promouvoir une nouvelle ligne portée par de nouveaux imams.

Enfin, au tournant des années 2000, la compétition s'est encore aiguisée avec l'arrivée des Qataris.

Tout cela a fait basculer l'islam de France du côté salafiste et du fondamentalisme.

Mais l'islam de France est représenté auprès des pouvoirs publics?

La création du Conseil français du culte musulman (CFCM) me semble comporter une sorte de vice de forme. Cette instance n'a pas pu organiser une représentation musulmane suivant un modèle démocratique où un homme porte une voix.

La solution adoptée est une des plus stupides qui soit. Elle consiste à répartir les sièges au CFCM au prorata des mètres carrés de lieux de culte contrôlés! A ce petit jeu, les plus riches gagnent et ce sont les fondamentalistes subventionnés par les pétromonarchies. ◉

LE CFCM EN BREF

Créé en 2003, le Conseil français du culte musulman (CFCM) fonctionne dans le cadre du régime associatif dit «loi de 1901». Il intervient dans les relations avec le pouvoir politique français, dans la construction des mosquées, dans le marché des aliments halal, dans la formation de certains imams et dans le développement de représentations musulmanes dans les prisons et dans l'armée.